

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

De nombreux commentateurs ont dit bien des choses à propos du budget. J'ai l'honneur de représenter à la Chambre la circonscription de York-Ouest. A mon avis, le récent budget porte principalement sur les impôts et sur des occasions manquées; les impôts, après que le premier ministre (M. Mulroney) et le ministre des Finances (M. Wilson) eurent déclaré très clairement pendant les dernières élections fédérales et immédiatement après qu'ils n'imposeraient pas une augmentation d'impôt aux Canadiens; des occasions manquées parce qu'encore une fois on avait la possibilité de remédier à certaines injustices dont souffrent les Canadiens. Un budget devrait être une tentative de rectifier une situation, de l'équilibrer et de faire en sorte que le système soit juste et équitable pour tous les Canadiens quels qu'ils soient, quoi qu'ils fassent et où qu'ils vivent.

Il ne faut pas s'intéresser à un seul budget à l'exclusion des autres qui ont été présentés par le gouvernement. Ces budgets devraient être réunis et examinés comme un tout qui montre quelle voie le gouvernement veut faire prendre à notre pays. Toutefois, c'est principalement un budget d'augmentation des impôts, qui va à l'encontre des engagements pris par le gouvernement et son chef devant l'électorat.

En dépit de ce que dit le ministre des Finances, il y a plus d'augmentations d'impôts en 1988 que ne l'indique le budget. Tout d'abord, les budgets précédents ont beaucoup augmenté les impôts. Deuxièmement, le gouvernement a prévu des augmentations automatiques de l'imposition. Tout le régime fiscal—tranches d'imposition, allocations familiales, crédits d'impôt-enfants—a été partiellement désindexé, ce qui représente des augmentations cachées. Troisièmement, il y a aussi, en 1988, des augmentations d'impôts qui résultent de la réforme fiscale. Ainsi, il y a une taxe de 10 p. 100 sur les communications interurbaines qui rapportera presque 900 millions. Il y a une taxe de 12 p. 100 sur le papier peint, la peinture et les produits apparentés qui rapportera 60 millions. Il y a aussi la taxe d'accise sur l'essence.

Depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir, en septembre 1984, la taxe d'accise sur l'essence a augmenté de 5c. par litre ou 23c. par gallon. Pensez à ces 23c. par gallon, madame la Présidente. Il y a quelques années, les Canadiens ont rejeté un gouvernement conservateur qui voulait augmenter les taxes sur l'essence de 18c. par gallon. Ces 23c. se répartissent ainsi: 2c. par litre en septembre 1985, 1c. en janvier 1987, encore 1c. en février 1987 et enfin 1c. avec le présent budget, à partir d'avril de cette année.

Une autre statistique qu'il faut connaître c'est que depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir, en 1984, les impôts sur le revenu des particuliers ont augmenté de 68 p. 100. Si l'on convertit cela en dollars, cela signifie que les particuliers paient 29,3 milliards de plus. Au contraire, les impôts sur les revenus des sociétés n'ont augmenté que de 28 p. 100 ou 2,6 milliards. Qui plus est, au cas où le déséquilibre ne serait pas assez frappant, 60 000 sociétés rentables de nos collectivités ne paient toujours pas d'impôt après la réforme que le gouvernement a annoncée à grand renfort de publicité.

Toutes les familles moyennes ressentiront douloureusement le choc de cette répartition injuste des impôts. Pour une famille de deux adultes et de deux enfants dont le revenu est de 32 000 \$, les hausses d'impôts cumulatives des budgets précédents, que le dernier budget vient aggraver, s'élèvent à 1 200 \$ même après les mesures de réforme fiscale annoncées par le ministre des Finances.

Qu'est-ce que cela veut dire dans la réalité pour la famille moyenne? J'ai fait une analyse jusqu'au budget de 1987 qu'aggravent les chiffres que le ministre a soumis il y a quelques semaines. Après le budget de 1987, l'effet cumulatif pour une famille dont le revenu est de 15 000 \$ est une augmentation de 70 p. 100 de sa part d'impôts comparativement à 1984. Pour la catégorie de revenu de 30 000 \$, la majoration est de 17 p. 100. Ceux qui gagnent 50 000 \$ paient 9,5 p. 100 plus d'impôt et ceux qui gagnent 100 000 \$, 3,8 p. 100 de plus. Il y a la hausse vertigineuse de 70 p. 100 pour une famille qui peut le moins supporter une charge plus lourde et à l'autre extrême, un accroissement de même pas 4 p. 100 pour les revenus de 100 000 \$.

Quand on étudie le régime fiscal, les hausses d'impôt et les montants disproportionnés retenus sur les salaires des Canadiens, on ne peut que qualifier ces hausses d'inéquitables. Comme notre chef l'a signalé dans son discours sur le budget, on pourrait discuter du budget tout entier et du gouvernement qui parle de deux Canadas et de deux groupes distincts de Canadiens. Il y a des mesures fiscales qui imposent des augmentations disproportionnées aux personnes qui gagnent entre 15 000 \$ et 20 000 \$ par année. Lorsque nous constatons que des familles qui gagnent des centaines de milliers de dollars ne paient pratiquement pas d'augmentation et que des sociétés ne paient rien du tout, nous devons commencer à nous demander quel genre de société nous voulons construire.

● (1220)

Le problème que vivent certaines des personnes de ma circonscription qui viennent me voir est celui de joindre les deux bouts à la fin du mois. Les maris et les femmes au travail qui ont une famille et s'efforcent de régler leur traite d'hypothèque et d'éduquer, de nourrir et de vêtir leurs enfants se retrouvent trop souvent dans une situation désespérée à la fin du mois. On commence à dire que ceux qui considèrent qu'ils font partie de la classe moyenne trouvent de plus en plus difficile de rester dans ce segment de la société canadienne.

Il semble que les disparités croissantes, que viennent accentuer les budgets, commencent à gruger la classe moyenne. Des gens qui estimaient auparavant faire partie de la classe moyenne font désormais partie des «riches» ou, malheureusement, des «pauvres». C'est sur cet écart énorme qui se creuse entre le Canada des riches et celui des pauvres que le Parlement doit faire porter son attention. Ces disparités énormes existent notamment parce qu'on fait dire n'importe quoi aux statistiques. Nous devons tenter de combler l'écart au lieu de l'aggraver.